

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 22/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EDIB**

5, Boulevard de Beauregard  
Zone Industrielle  
21600 LONGVIC

Références : SeS/SK/2022-375  
Code AIOT : 0005402664

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement EDIB implanté 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 LONGVIC. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées portant sur les prélèvements et l'usage de l'eau par les activités industrielles en période de sécheresse.

L'établissement inspecté est situé dans la zone d'alerte RM9 (Ouche amont – Suzon – Vandenesse) selon le découpage défini par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or. A la date de l'inspection, la zone RM9 est au niveau « alerte » au titre de la sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDIB
- 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

L'activité de la société EDIB est le traitement et la valorisation des déchets dangereux. EDIB prend en charge les déchets industriels dangereux, qui en raison de leur composition ou de leurs propriétés, présentent un danger pour la santé humaine ou pour l'environnement. Ce type de déchets subit sur site différents traitements pour en maîtriser la toxicité, confiner les polluants et valoriser la fraction recyclable lorsque cela est possible.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeur limite de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 04/01/01	/	Sans objet
2	Registre de prélèvement des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les nouvelles dispositions applicables en cas de franchissement de seuil sécheresse sont connues de l'exploitant.

L'exploitant est invité à engager des réflexions concernant la réutilisation des eaux en sortie de la STEP et concernant la récupération des eaux pluviales.

L'exploitant doit également compléter son plan d'actions visant à réduire ses prélèvements d'eau à la hauteur des nouvelles restrictions qui s'appliqueront formellement à compter de 2023, à savoir :

- - 25% en cas de franchissement du seuil d'alerte,
- - 50% en cas de franchissement du seuil d'alerte renforcée,
- et en cas de crise, seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux).

En lien avec le principe de proportionnalité, il est à noter que les mesures de restriction sur l'usage de l'eau fixées par l'AP cadre "sécheresse" du 20/05/2022 sont moins contraignantes en cas de passage à une consommation inférieure au seuil de 7000 m3/an.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Valeur limite de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 04/01/01
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : Eau souterraine et Réseau public d'eau potable de LONGVIC Débit horaire maximal 120 m <sup>3</sup> /h Prélèvement maximal (m <sup>3</sup> /an ) 8000 - puits et 1200 -AEP
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan de masse du site de septembre 2017 sur lequel sont représentés les réseaux d'eau propre. Le site est approvisionné en eau par le réseau d'eau potable (AEP) et par prélèvement en puits sur site.  Le registre "eaux du puits" a été vu par l'inspection. Sur l'année 2020, l'exploitant a prélevé 5586 m <sup>3</sup> d'eaux de puits . Sur l'année 2021, l'exploitant a prélevé 7072 m <sup>3</sup> . Sur l'année 2022, l'exploitant a prélevé 6142 m <sup>3</sup> . L'exploitant indique qu'en raison d'une augmentation de certaines activités sur le site, la consommation d'eaux de puits sera de l'ordre 8500 m <sup>3</sup> fin 2022. Cependant cette augmentation est partiellement compensée par un prélèvement moindre en réseau AEP.  Le registre eau AEP a été vu par l'inspection. Sur l'année 2020, l'exploitant a prélevé 667 m <sup>3</sup> en AEP. Sur l'année 2021, l'exploitant a prélevé 850 m <sup>3</sup> . Sur l'année 2022, l'exploitant a prélevé 410 m <sup>3</sup> .  L'exploitant respecte, à ce jour, les limites de prélèvements précisées dans son arrêté préfectoral. L'attention de l'exploitant est toutefois attirée sur le fait que la consommation prévisionnelle d'eau de puits à fin 2022 pourrait dépasser la quantité maximale réglementaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Registre de prélèvement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de prélèvement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an : - registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.
<b>Constats :</b> Le site dispose de compteurs en entrée de site sur les deux réseaux. Il dispose d'autres compteurs sur certaines zones du site. Leur fréquence de relevé est mensuelle. Depuis la parution de l'arrêté préfectoral du 08\08\22 qui acte le passage en seuil d'alerte, cette fréquence est hebdomadaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des prélèvements/consommations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m<sup>3</sup> par an : - réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.</p> <p>NB : l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 précise que concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Compte-tenu de l'augmentation de certaines activités sur l'année en cours, la période de référence retenue est l'année 2022 à date. Sur cette période, la consommation hebdomadaire est de 187 m<sup>3</sup>/semaine sur les deux prélèvements (puits et AEP). Ainsi, pour respecter la réduction des prélèvements de 25%, l'exploitant doit prélever moins de 140 m<sup>3</sup>/semaine. Sur la période du 01<sup>er</sup> au 30 août, les prélèvements ont varié entre 103 et 163 m<sup>3</sup>/semaine. L'exploitant a donc réduit ses prélèvements sans toutefois atteindre chaque semaine le niveau de réduction fixé par l'arrêté préfectoral "sécheresse".</p> <p>L'exploitant précise qu'en l'état, l'arrêt complet des prélèvements d'eau aurait pour conséquence directe l'arrêt de la production. A ce jour, l'exploitant ne dispose pas de réserves d'eaux pluviales utilisables pour son process et il n'y a pas de dispositif permettant un fonctionnement temporaire de tout ou partie des installations en circuit fermé.</p> <p>Les restrictions quantitatives de l'arrêté cadre "sécheresse" du 20/05/2022 n'étant formellement applicables aux usages industriels qu'à partir de 2023, l'inspection préconise à l'exploitant d'engager des réflexions concernant la réutilisation des eaux en sortie de la STEP et concernant la récupération des eaux pluviales, de poursuivre son plan d'actions sur les économies d'eau et d'anticiper les mesures à prendre afin de respecter ces prescriptions qui seront applicables au prochain étiage (sans préjudice des dispositions à prendre en 2022 au regard de l'arrêté préfectoral cadre n°374 du 29 juin 2015 modifié dont les mesures restent applicables en cette période transitoire).</p> <p>En lien avec le principe de proportionnalité, il est à noter que les mesures de restriction sur l'usage de l'eau fixées par l'AP cadre "sécheresse" du 20/05/2022 sont moins contraignantes en cas de passage à une consommation inférieure au seuil de 7000 m<sup>3</sup>/an.</p>

<b>Observations :</b> L'exploitant est informé des restrictions quantitatives en matière de sécheresse via les informations transmises par l'inspection des installations classées. La veille réglementaire en place à la date de l'inspection ne permet pas de suivre les arrêtés départementaux. L'exploitant peut suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or ( <a href="https://www.cote-dor.gouv.fr/gestion-de-l-etiage-r1409.html">https://www.cote-dor.gouv.fr/gestion-de-l-etiage-r1409.html</a> ) et le site Internet PROPLUVIA ( <a href="http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr">http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr</a> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet